

TRAITÉ DE DROIT ADMINISTRATIF

ANDRÉ DE LAUBADÈRE
JEAN-CLAUDE VENEZIA

Tome 3
5^e ÉDITION

L.G.D.J.

Dr. 598

TRAITÉ DE DROIT ADMINISTRATIF

ANDRÉ DE LAUBADÈRE †

JEAN-CLAUDE VENEZIA

Professeur honoraire
et Professeur à l'Université de droit, d'économie
et de sciences sociales de Paris

2207 $\frac{1}{1}$
IDC

Tome 3

5^e ÉDITION

Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence
26, rue Vercingétorix, 75014 Paris

1993

ABRÉVIATIONS

A.J.D.A.	Actualité juridique - Droit administratif.
Bull. I.I.A.P. .	Bulletin de l'Institut international d'administration publique (jusqu'en 1977. Devenu, depuis 1977, Revue française d'administration publique).
Cass.	Cour de cassation.
C.J.E.G.	Cahiers juridiques de l'électricité et du gaz.
D.	Recueil Dalloz et, depuis la fusion avec le Recueil Sirey, Recueil Dalloz-Sirey.
D. adm.	Droit administratif périodique - Éditions techniques.
D.S.	Droit social.
E.D.C.E.	Études et documents du Conseil d'État.
G.A.	Grands arrêts de la jurisprudence administrative.
G.A.D.A.	Grands arrêts du droit de l'audiovisuel.
Gaz. Pal.	Gazette du Palais.
I.F.S.A.	Institut français de science administrative.
I.I.A.P.	Institut international d'administration publique.
J.C.A.	Jurisclasseur administratif.
J.C.P.	Jurisclasseur périodique (Semaine juridique).
J.O.	Journal officiel.
R. adm.	Revue administrative.
R.D.P.	Revue du droit public et de la science politique.
R.D.S.S.	Revue de droit sanitaire et social.
R.F.A.P.	Revue française d'administration publique.
R.F.D.A.	Revue française de droit administratif.
R.F.S.P.	Revue française de science politique.
R.I.S.A.	Revue internationale des sciences administratives.
S.	Recueil Sirey.
T.C.	Tribunal des conflits.

TABLE DES MATIÈRES

Abréviations	5
Introduction	7
Partie préliminaire	
THÉORIE GÉNÉRALE DES INTERVENTIONS DE L'ÉTAT	
TITRE PREMIER : Les structures et les systèmes d'intervention	17
SOUS-TITRE I : Les structures d'intervention	17
Chapitre I. — La compatibilité des activités privées et de l'intérêt général	19
Section I. — La déclaration préalable	19
Section II. — L'autorisation préalable	22
Chapitre II. — La contribution des activités privées à la réalisation de l'intérêt général	26
Section I. — Les techniques unilatérales	26
§ 1. — La reconnaissance d'utilité publique	26
§ 2. — L'agrément	27
Section II. — Les techniques contractuelles	28
§ 1. — Les contrats authentiques	29
§ 2. — Les procédures d'apparence contractuelle	29
SOUS-TITRE II : Les systèmes d'intervention	31
Chapitre I. — L'exclusivité de l'activité publique	33

Chapitre II. — Le parallélisme de l'activité publique et de l'activité privée	36
<i>Section I.</i> — La rétrocession	36
<i>Section II.</i> — La prise en charge	38
TITRE II : Les cadres des interventions de l'État	39
Chapitre I. — Les cadres centraux des interventions de l'État	41
<i>Section I.</i> — La différenciation ministérielle	42
§ 1. — L'évolution historique de la différenciation ministérielle	42
§ 2. — Les caractères généraux de la différenciation ministérielle actuelle	45
§ 3. — Les particularismes ministériels	48
§ 4. — La portée et les conséquences juridiques de la différenciation ministérielle	52
<i>Section II.</i> — La structure interne des départements ministériels	55
<i>Section III.</i> — Les cadres ministériels traditionnels à l'épreuve des besoins nouveaux	62
§ 1. — Les services du Premier ministre	64
§ 2. — La coordination ministérielle	70
§ 3. — Crises et adaptations des structures classiques	72
Chapitre II. — Les cadres locaux des interventions de l'État	76
<i>Section I.</i> — L'échelon régional	77
<i>Section II.</i> — L'échelon départemental	80

Première partie

LES FONCTIONS DE PROTECTION

Première sous-partie

LES FORMES TRADITIONNELLES DE PROTECTION

TITRE PREMIER : La défense nationale	87
Chapitre I. — Généralités sur la défense nationale et les institutions militaires	89
<i>Section I.</i> — L'évolution historique des institutions militaires et de l'organisation de la défense nationale	89
§ 1. — Les institutions militaires de l'Ancien Régime	89
§ 2. — La Révolution et l'Empire	92
§ 3. — La Restauration et la Monarchie de Juillet	96
§ 4. — Armée et défense nationale dans la période contemporaine	97
<i>Section II.</i> — Les caractères et principes fondamentaux de la défense nationale	100
§ 1. — La notion de défense nationale et son évolution	100
§ 2. — Les principes de base : Armée, Etat et Nation	106
§ 3. — Les garanties des principes fondamentaux ; les sources du régime juridique de la défense nationale	112
Chapitre II. — L'organisation de la défense nationale	115
<i>Section I.</i> — L'organisation centrale de la défense nationale	116
§ 1. — Le Président de la République	117
§ 2. — Les conseils et comités supérieurs de la défense nationale	118
§ 3. — Le conseil des ministres	120
§ 4. — Le Premier ministre	120

§ 5. — Le ministère de la défense nationale	122
§ 6. — Les ministres	126
<i>Section II.</i> — L'organisation territoriale de la défense nationale	127
Chapitre III. — La mise en œuvre de la défense natio- nale	131
<i>Section I.</i> — Les mesures de défense	131
<i>Section II.</i> — Les défenses intérieures	133
La D.O.T.	134
La défense civile	136
<i>Section III.</i> — La défense économique	138
<i>Section IV.</i> — Le fonctionnement de la défense nationale en période d'hostilités	140
Chapitre IV. — Les moyens de la défense nationale .	143
<i>Section I.</i> — Les sujétions imposées aux citoyens pour la défense nationale	143
§ 1. — Les sujétions imposées aux citoyens en leurs personnes ; le service national	143
§ 2. — Les sujétions imposées aux citoyens en leurs biens	151
<i>Section II.</i> — La fonction publique militaire	151
§ 1. — La condition militaire	152
§ 2. — La fonction militaire : sources et structu- res	153
§ 3. — La carrière militaire	156
§ 4. — La discipline militaire	158
§ 5. — La servitude militaire	161
<i>Section III.</i> — L'activité industrielle et commerciale de la défense nationale	164
<i>Sous-section I.</i> — Les fabrications d'armements .	164
§ 1. — L'instrument de direction, la Délégation pour l'armement	164
§ 2. — L'instrument de préparation	166
§ 3. — L'instrument de prévision	167
§ 4. — L'instrument de réalisation	169

<i>Sous-section II.</i> — Les marchés de la défense nationale	175
§ 1. — L'application aux marchés de la défense nationale des règles générales des marchés publics	175
§ 2. — L'application aux marchés de la défense nationale des diverses catégories de marchés	177
<i>Section IV.</i> — Le domaine militaire	179
§ 1. — Composition du domaine militaire	179
§ 2. — Constitution et délimitation du domaine public militaire	180
§ 3. — Protection du domaine public militaire ; les servitudes militaires	181
§ 4. — Gestion du domaine militaire	182
TITRE II. — L'ORDRE INTÉRIEUR	183
SOUS-TITRE I : LA SÛRETÉ	185
Chapitre I. — Principes généraux	187
<i>Section I.</i> — Forces de police et forces armées	187
<i>Section II.</i> — La diversité des forces de police	188
Police nationale et polices locales	189
L'étatisation des polices municipales	189
La fusion de la sûreté nationale et de la Pré- fecture de police de Paris	190
Chapitre II. — Les forces de maintien de l'ordre	193
<i>Section I.</i> — Les forces civiles	193
<i>Sous-section I.</i> — L'organisation des forces	193
Organisation générale de la Police nationale	194
Les services centraux	194
Les services extérieurs	194
<i>Sous-section II.</i> — Les statuts des personnels de police	195
<i>Sous-section III.</i> — Les Compagnies républicaines de sécurité	198
<i>Section II.</i> — La gendarmerie	199
Chapitre III. — Le maintien de l'ordre	203

Chapitre IV. — Maintien de l'ordre et responsabilité de la puissance publique	207
Chapitre V. — Contrôles d'identité et condition des étrangers	211
<i>Section I.</i> — Les contrôles d'identité	211
<i>Section II.</i> — La condition des étrangers	214
L'entrée et le séjour	214
Reconduite à la frontière et expulsion	218
L'extradition	219
SOUS-TITRE II : La sécurité civile	221
Deuxième sous-partie	
LES FORMES NOUVELLES DE PROTECTION	
TITRE PREMIER : La protection de la santé publique	227
Chapitre I. — Généralités sur les interventions de l'État dans le domaine sanitaire	229
<i>Section I.</i> — L'évolution des interventions de l'État dans le domaine sanitaire	229
<i>Section II.</i> — L'administration sanitaire	231
Chapitre II. — Les principales interventions de l'État dans le domaine de la santé publique	233
<i>Section I.</i> — Les réglementations	233
<i>Section II.</i> — Les contraintes	234
<i>Section III.</i> — Les contrôles des établissements sanitaires privés	236
<i>Section IV.</i> — Les services publics médico-sociaux	237
Chapitre III. — Le régime hospitalier	240
<i>Section I.</i> — L'évolution du droit hospitalier	240

<i>Section II.</i> — Missions et principes de fonctionnement du service public hospitalier	246
<i>Section III.</i> — Les établissements d'hospitalisation participant au service public hospitalier	248
<i>Sous-section I.</i> — Les établissements de soins publics	249
Caractères généraux des établissements de soins publics	249
Régime administratif des établissements d'hospitalisation publics	252
<i>Sous-section II.</i> — Les établissements d'hospitalisation privés	258
<i>Sous-section III.</i> — L'organisation et l'équipement sanitaire	259
<i>Sous-section IV.</i> — La coopération en matière hospitalière	261
<i>Section IV.</i> — Le fonctionnement du service public hospitalier	263
<i>Sous-section I.</i> — Les études médicales	263
<i>Sous-section II.</i> — Le statut des personnels	265
<i>Sous-section III.</i> — Le statut du malade	266
<i>Section V.</i> — Les responsabilités administratives ...	269
<i>Section VI.</i> — Urgence et santé publique	273
TITRE II : La protection de l'environnement	277
Chapitre préliminaire — Le droit de l'environnement	279
Chapitre I. — L'administration de l'environnement ...	283
<i>Section I.</i> — L'administration centrale de l'environnement	283
<i>Section II.</i> — L'administration territoriale de l'environnement	284
Chapitre II. — Les mesures de protection de l'environnement	287
<i>Section I.</i> — Les instruments juridiques	287
§ 1. — Les mesures particulières	287
§ 2. — Les mesures générales	289

<i>Section II.</i> — Les politiques sectorielles	290
<i>Sous-section I.</i> — Les politiques de protection de l'environnement	290
§ 1. — La protection de la forêt	290
§ 2. — La protection de la montagne	291
§ 3. — La protection du littoral	292
§ 4. — La protection des espaces naturels	294
§ 5. — Le régime juridique de l'eau	296
<i>Sous-section II.</i> — Les politiques de protection contre l'environnement	301
§ 1. — Les installations classées	301
§ 2. — La pollution atmosphérique	302
§ 3. — La lutte contre le bruit	303
Chapitre III. — Les responsabilités à l'occasion des dommages écologiques	305

Deuxième partie

LES FONCTIONS DE DÉVELOPPEMENT

TITRE PREMIER : L'éducation nationale	309
Chapitre I. — L'évolution historique des institutions d'enseignement	311
<i>Section I.</i> — L'enseignement sous l'Ancien Régime	311
<i>Section II.</i> — La Révolution : principes nouveaux	312
<i>Section III.</i> — Le monopole d'Etat et ses deux orientations successives de 1800 à 1830	314
<i>Section IV.</i> — De 1830 à la III ^e République	317
<i>Section V.</i> — L'enseignement public sous la III ^e République	318
<i>Section VI.</i> — Les problèmes de l'enseignement depuis la seconde guerre mondiale	319
Chapitre II. — Les principes généraux de l'enseignement	322

<i>Section I.</i> — L'enseignement, service public	322
§ 1. — Les principes propres à l'enseignement	323
L'obligation scolaire	323
La gratuité	323
Le monopole de la collation des grades	324
§ 2. — L'application au service public de l'enseignement des principes communs à l'ensemble des services publics	325
Le principe de neutralité	325
Le principe d'égalité	326
<i>Section II.</i> — L'enseignement, service public culturel	328
§ 1. — La liberté des enseignés	328
§ 2. — La liberté des enseignants	331
§ 3. — Les franchises universitaires	334
<i>Section III.</i> — La place des principes généraux de l'enseignement dans la hiérarchie des règles	336
Chapitre III. — L'administration de l'enseignement ..	338
<i>Section I.</i> — L'administration centrale	338
<i>Section II.</i> — L'administration régionale ou académique	346
<i>Section III.</i> — L'administration départementale	349
<i>Section IV.</i> — La répartition des compétences	350
Chapitre IV. — Les établissements d'enseignement ...	354
<i>Section I.</i> — Les établissements d'enseignement primaire et secondaire	354
<i>Section II.</i> — Les établissements d'enseignement supérieur	357
<i>Sous-section I.</i> — L'organisation des établissements d'enseignement supérieur	360
§ 1. — L'autonomie des universités	361
L'autonomie statutaire	363
L'autonomie administrative	364
L'autonomie financière	365
L'autonomie pédagogique	366
§ 2. — La participation dans l'université	368

La participation dans la loi du 12 novembre 1968	368
La loi du 21 juillet 1980	369
La participation dans la loi du 26 janvier 1984	370
<i>Sous-section II. — Le fonctionnement des établissements d'enseignement supérieur</i>	373
§ 1. — Le recrutement des personnels enseignants	374
§ 2. — La représentation du personnel enseignant	375
§ 3. — Le régime disciplinaire	375
TITRE II : La recherche scientifique	377
Chapitre I. — Les instances gouvernementales	381
Chapitre II. — Le Centre National de la Recherche Scientifique	385
Section I. — Rôle du C.N.R.S.	385
Section II. — Organisation administrative du C.N.R.S.	386
TITRE III : La communication audiovisuelle	389
Chapitre I. — L'organisation ministérielle de l'information	393
Chapitre II. — La collecte des informations	397
Section I. — Le Régime de l'agence mondiale française jusqu'à 1957	398
Section II. — Le statut actuel de l'agence France-Presse	399
Chapitre III. — L'évolution du régime juridique de la communication audiovisuelle de 1923 à 1982	402
Section I. — De 1923 à 1964	403
Section II. — De 1964 à 1974	405
La loi du 27 juin 1964	405
La loi du 3 juillet 1972	407

Section III. — La loi du 7 août 1974	409
Les structures	409
Les principes	410
Chapitre IV. — La loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle	419
Les structures	419
Les principes	423
Chapitre V. — Le régime actuel de la communication audiovisuelle	430
Section I. — La commission nationale de la communication et des libertés	432
Section II. — L'usage de procédés de télécommunication	434
Section III. — Le secteur public de la communication	437
Section IV. — La privatisation de TF 1	440
Section V. — La loi du 17 janvier 1989	441
Index	445
Table des matières	449

Les réformes intervenues en France entre la 3^e et la 4^e édition du tome 3 du *Traité de droit administratif* du Professeur André de Laubadère avaient nécessité une refonte assez profonde de l'ouvrage. En comparaison, les évolutions qui se sont produites depuis 1990 ont revêtu moins d'ampleur.

Assez cependant pour justifier une mise à jour, objet de la présente édition.

Si certains développements ont été ajoutés, les thèmes du tome 3 sont, dans leur ensemble, restés les mêmes et leur présentation n'a pas été modifiée.

La première partie est consacrée à l'étude des fonctions de protection : défense nationale, maintien de l'ordre, protection de la santé publique, protection de l'environnement ; la seconde partie à l'étude des fonctions de développement : éducation nationale, recherche scientifique, communication audiovisuelle.

Le tome 4 sera consacré à l'administration de l'économie.

Jean-Claude Venezia est professeur à l'Université de droit, d'économie et de sciences sociales de Paris.



ISBN 2.275.00596.X

Prix : 180 F

Maquette : dominique gurdjian